



L'Uranium dans les rivalités géopolitiques et géostratégiques au Niger : 1990-2010

Uranium in geopolitical and geostrategic rivalries in Niger: 1990 -2010

SOUMEILA Seybou
ENS/Université Abdou Moumouni
.seysoum1976@gmail.com

Résumé

Ce travail porte sur la place de l'uranium dans les antagonismes géopolitiques et géostratégiques au Niger entre les années 1990 et 2000. Il nous permettra ainsi de procéder à une analyse des facteurs internes et externes ayant été à la base des rivalités autour des enjeux uranifères dans le pays au cours de la période considérée. Dans le cadre de cette étude nous avons jugé important d'expliquer la situation conflictuelle de l'Afrique postcoloniale. Au niveau du continent noir en effet, l'exploitation des ressources naturelles a souvent été une source de conflits. La persistance de ces conflits peut s'expliquer par les relations historiques entre le continent africain et certaines puissances occidentales. Notons que la plupart des zones conflictuelles sont situées en Afrique centrale et de l'Ouest. Ces sous-régions ont concentré des conflits internes parmi les plus sanglants du XX^{ème} siècle. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre les rivalités géopolitiques et géostratégiques autour de l'exploitation de l'uranium nigérien au cours des années [1990-2007] et 2010. Les études ont très peu abordé de la question. Notre objectif est d'exposer les acteurs internes et externes des rivalités autour de l'uranium nigérien. Notre étude qui se base sur des données de sources diverses (articles scientifiques, ouvrages généraux et spécialisés, etc.), révèle que du point de vue géopolitique et géostratégique, l'exploitation de l'uranium provoque une rude compétition entre acteurs nationaux

et internationaux. Au niveau national, l'État central fait face à des instabilités politiques et institutionnelles, souvent provoquées par de coups de force militaires et un irrédentisme touareg sur fond de captation rentière et des ingérences extérieures. Alors qu'au plan international, l'uranium met d'un côté, l'État du Niger au centre des rivalités stratégiques entre les puissances occidentales (Union européenne et les États-Unis d'Amérique) et certains pays émergents comme la Chine et de l'autre, entre l'Occident et certains pays du monde arabo-musulman : l'Iran. Ces rivalités sont apparues dans un contexte international dominé par un recours massif des grandes puissances à l'uranium.

Mots clés : Niger, uranium, rivalités géopolitiques, géostratégiques.

Abstract

This work focuses on the place of uranium in the geopolitical and geostrategic antagonisms in Niger between the years 1990 and 2010. The work will therefore allow us to proceed to an analysis of the internal and external factors having been at the base of the rivalries around the uranium issues in the country during the period under consideration. It is in this sense that we have deemed it important to explain the conflictual situation in postcolonial Africa. The persistence of these conflicts can be explained by the historical relations between the African continent and certain Western powers. It should be noted that most of the conflict zones are located in Central and West Africa. These sub-regions have concentrated some of the bloodiest internal conflicts of the 20th century. It is in this sense that we must understand the geopolitical and geostrategic rivalries around the exploitation of Niger's uranium between 2007 and 2010. Very few studies have addressed this issue. Our objective is to expose the internal and external actors of the rivalries around Nigerien uranium. Our study, which is based on data from various sources (scientific articles, general and specialized works, etc.), reveals that from a geopolitical and geostrategic point of view, the exploitation of uranium provokes fierce competition between national and international players. . At the national level, the central state faces po-

litical and institutional instabilities, often caused by military coups and Tuareg irredentism against a background of rentier capture and external interference. While at the international level, uranium puts on one side, the State of Niger at the center of strategic rivalries between the Western powers (European Union and the United States of America) and certain emerging countries such as China and on the other, between the West and certain countries of the Arab-Muslim world: Iran. These rivalries appeared in an international context dominated by the massive use of uranium by the great powers

Keywords: Niger, uranium, geopolitical, geostrategic rivalries.

Introduction

Depuis les années 1970, l'uranium a joué un rôle non négligeable dans l'évolution sociopolitique nationale. C'est pourquoi au Niger la mise en exploitation de ce minerai a suscité d'enjeux géopolitiques et géostratégiques assez problématiques. D'une part, au plan géopolitique, le pouvoir central avait souvent fait face à une instabilité politique et institutionnelle provoquée par de coups de force militaire ou de tentatives de coup de force et une rébellion animée par certains groupes touaregs sur fond d'ingérence étrangère. Alors que la décennie 2000 est quant à elle, marquée par une politique de diversification des partenaires nigériens en matière d'exploitation et de commercialisation de l'uranium, entreprises par le régime du président de la cinquième République (2000-2010). Cette nouvelle donne politique a été à l'origine de profond bras de fer entre le régime en place et certaines puissances occidentales comme la France sur fond de crise sociopolitique interne liée à un passage en force (du pouvoir) d'une cinquième à une sixième République à travers le « *TAZARTCHÉ* » qui signifie continuité en langue Haoussa¹.

L'élaboration de cet article nous a amené à adopter une démarche structurée en deux étapes dont la recherche documentaire

¹ Le Haoussa est une des langues nationales du Niger. Celle-ci est la plus parlée dans le pays avec plus de 50% de locuteurs.

menée dans quelques bibliothèques situées dans la ville de Niamey (capitale du Niger) et le traitement des informations obtenues. Si certains auteurs à l'image de Yao (2014) et de Seybou (2021) exposent le caractère stratégique de l'uranium dans les relations internationales. D'autres comme Aurélie (2007) et Raphaël (2012) se sont intéressés aux conséquences géopolitiques de l'exploitation du métal jaune entre le Niger et la France. Les travaux de recherches menés à travers les différentes approches, ont permis de comprendre plusieurs enjeux somme toute fragmentaires de la production de l'uranium au Niger.

Le pays a été aussi au centre des rivalités géostratégiques entre les grandes puissances mondiales². Alors, qu'est-ce qui caractérise les rivalités géopolitiques et géostratégiques de l'exploitation de l'uranium au Niger ? Ce travail est structuré autour de deux parties dont la première est axée sur l'uranium dans les enjeux géopolitiques au Niger alors que la deuxième est relative aux problèmes géostratégiques de l'uranium dans le pays.

1. L'uranium dans les enjeux géopolitiques au Niger

Dans le cadre de la mise en valeur de la colonie du Niger, les Français ont entrepris dès les années 1930 des recherches minières dans l'Aïr et dans le Liptako. Ces recherches ont d'abord abouti à la découverte de l'uranium dans les massifs de l'Aïr en 1957, ensuite à la création de la SOMAÏR³ (la Société des Mines de l'Aïr) en 1968, enfin à la mise en exploitation du gisement à partir de 1971 (Seybou S, 2022, p 150).

Au Niger, la gestion des retombées du minerai uranifère avait souvent suscité des antagonismes d'une part entre acteurs internes, d'autre part entre des acteurs internes et externes. C'est pourquoi, l'enjeu du partage équitable des ressources, a été une source de

² Rappelons que ces événements interviennent le plus souvent dans un contexte marqué par un recours massif par les grandes puissances mondiales à l'uranium.

³ Notons que la SOMAÏR fut la première entreprise minière qui a été créée par la France au Niger. À sa création le Niger ne détenait que 16,50% des actions de la société alors que la France avec d'autres acteurs étrangers en détenaient jusqu'à 83, 5%.

conflits entre les régimes en place et une partie des populations locales dans les pays du Tiers-monde aux institutions politiques fragiles. C'est le cas du Niger où l'exploitation de l'uranium a contribué à une déstabilisation interne souvent provoquée par de putschs militaires et de rebellions souvent animées par des groupes touaregs au cours des années 1990 et 2007.

1.1. Les enjeux de la rébellion touarègue au Niger (1990 et 2007)

Durant les années 1990 et 2007, le Niger avait connu des insurrections armées animées par certains groupes touaregs originaires de l'Aïr⁴. Précisons que la rébellion des années 1990 était créée avec plusieurs fronts. Parmi ces derniers on peut citer entre autres : l'ORA (Organisation de la Résistance Armée), le FLAA (Front de Libération de l'Aïr et de l'Azawak), le FFL (Front des forces de libération), le FPLS (front populaire de libération du Sahara), le FLT (Front de Libération du Tamous), le MRLNN (Mouvement révolutionnaire de libération du nord Niger), etc., tous regroupés au sein de le CRA (Coordination de la Résistance Armée) (Lawel C. K, 2010 , p 7). Quant à la rébellion de 2007, elle est issue d'un seul front : le Mouvement des Nigériens pour la justice (MNJ). Les différents groupes rebelles ont utilisé plusieurs prétextes pour justifier leur création. Ils accusent en effet, le pouvoir central de marginalisation de leur communauté, la non-distribution des recettes tirées de l'uranium à la région du Nord où le produit est exploité et le recrutement d'employés originaires d'autres régions dans les compagnies minières (Seybou S, 2021, p 309). Les accusations du MNJ portées contre l'État du Niger sont expliquées dans ce communiqué ainsi :

La lutte du peuple Amazigh (berbère) est un droit auquel les Touaregs n'ont pas l'intention de renoncer face à la marginalisation subie aussi bien au Niger qu'au Mali [...].
Tous les engagements pris pour améliorer la situation des

⁴ L'Aïr est la zone où sont localisés tous les gisements d'uranium du Niger et d'où sont également originaires presque la plupart des animateurs des rebellions que le pays a connues au cours des années 1990 et 2007.

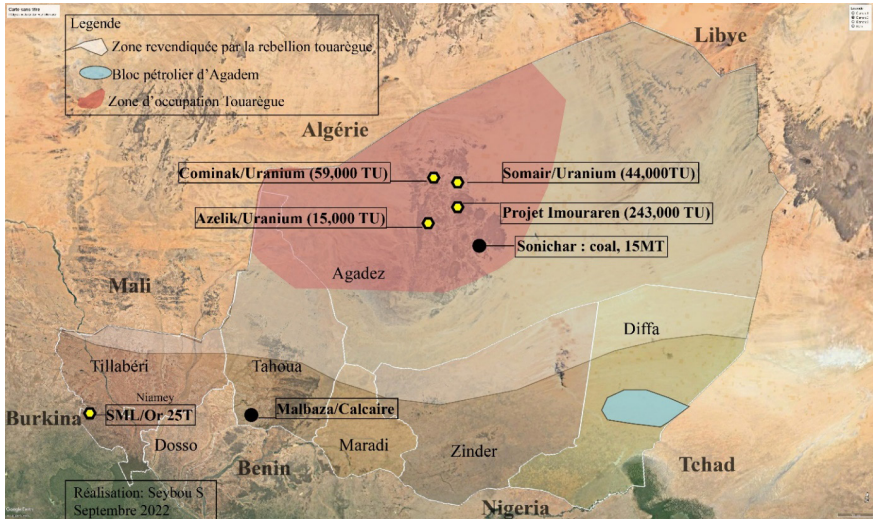
régions Nord sont restés lettres mortes, pendant que nos ressources sont pillées par les différents gouvernements de Niamey⁵.

La rébellion du MNJ a accusé les différents pouvoirs qui se sont succédé en plus de n'avoir pas respecté les accords signés le 24 avril 1995 avec les différents mouvements rebelles des années 1990, d'être en complicité d'avec des multinationales occidentales comme Areva, dans le pillage des richesses minières de l'Aïr en particulier l'uranium.

Sur le plan géopolitique, la politisation de l'ethnicité était conçue sur une variable identitaire du territoire dont un des objectifs visait à créer une barrière politique définissant une « chasse gardée économique » de la France, susceptible d'éviter des contacts entre les Touaregs et les autres populations riveraines du Sahel (André B, 2000, p 40). Cette barrière ethnico-politique pouvait se dresser en jouant sur une série d'oppositions classiques telles que nomades/sédentaires, Touaregs/populations noires et bien sûr Blancs/Noirs. À l'évidence, cette conception ethnico-territoriale, voire cette « arme ethnique » utilisée par la métropole, ne pouvait qu'exacerber les relations interethniques déjà tendues au Niger durant les rebellions touarègues des années 1990 et 2007. La politisation ethnique a pris de l'ampleur au Niger vers 1995, où plusieurs mouvements de rebellions créés par divers groupes touaregs, revendiquaient une partie du territoire nigérien, exclusivement pour leur communauté.

5 MNJ, [http : //m-n-j.blogspot.com/2007_04_15_archive.html](http://m-n-j.blogspot.com/2007_04_15_archive.html), consulté le 23 août 2022.

Localisation des réserves potentielles en Uranium et espace revendiqué par la rébellion touarègue au Niger



La carte ci-dessus nous édifie sur la localisation des potentielles réserves en Uranium et la partie de l'espace nigérien revendiquée par certains groupes touaregs au cours des rebellions des années 1990 et 2007. En observant la légende de la carte, on se rend compte que la partie du Niger revendiquée par ces groupes touaregs, est largement plus vaste (avec plus de deux tiers de de la superficie du pays) que la zone historique du peuplement de cette communauté, c'est-à-dire le massif de l'Aïr. Cette revendication territoriale, à moins de s'inscrire dans une logique de propagande au profit d'une cause particulariste et ethniciste, de tels éléments sont loin de correspondre à une démarche guidée par une conscience « nationale » surtout quand l'argumentation ne se réfère à aucune source (susceptible d'être vérifiée) ni à un fait historique repérable dans le temps et l'espace (Mamoudou D, 2002, p 145). Les commentaires sont allés de la surprise de découvrir une « nouvelle histoire » du Niger, à l'inquiétude devant la véritable déclaration de guerre qu'il contenait, en passant par l'indignation de voir son propre terroir faire partie d'un territoire « imaginaire » revendiqué.

En outre, la coïncidence entre le projet français de 1956-1960 et les revendications des années 1990 et 2007 éclairaient bien sur les motivations des deux rébellions touarègues, à savoir celles d'un territoire spécifique pour leur communauté. Cela démontre que les logiques d'action violentes ont toujours été déterminées par l'environnement régional et international. De ce point de vue, en tant qu'ancienne puissance colonisatrice veillant toujours sur ses intérêts au Sahel, la France est régulièrement pointée du doigt pour ses interférences dans les problèmes des régions du nord-Niger et du Mali. Celles-ci sont illustrées par l'implication de la DGSE dans la rébellion de 1991 au Niger, ainsi que de l'engagement de la fondation Danielle Mitterrand au profit de certains rebelles touaregs nigériens. La rébellion de 2007 au Niger revendiquait en revanche, une autonomie pour l'Aïr et l'Azawagh et demande également que soient intégrées sous leur tutelle, les régions de Zinder, de Maradi, de Tahoua et de Tillabéry (Gazibo M, 1998, p 31). C'est pourquoi, ces groupes touaregs ont demandé à travers le document cadre de la résistance armée :

Un redécoupage des Régions afin de rétablir la vérité historique et géopolitique, et que chaque groupe au Niger retrouve son milieu authentique, pour qu'enfin soient identifiées clairement les Régions, ce qui mettrait fin à la dilution actuelle et limiterait les empiètements intempestifs à l'origine de frictions fréquentes et d'imprécisions administratives et politiques. Pour les régions touarègues qui seront dégagées par ce redécoupage et que la CRA revendique, c'est -à-dire tous les appendices de l'Aïr et de l'Azawagh dilué à dessein, dans les actuelles régions de Zinder, Maradi et Tillabéry [...] (Yvan G et Mathieu, P. 2017, p 47).

Les rebelles touaregs ont commencé par faire reconnaître à l'opinion nationale et internationale qu'ils constituent un peuple qui a vécu indépendamment des autres composantes ethniques du Niger. À travers un document émanant de la CRA (Coordination

de la Résistance Armée) la rébellion a notifié que le redécoupage des régions est le seul moyen de rétablir les réalités géopolitiques du passé, afin de permettre à chaque groupe ethnique du Niger, de retrouver son milieu authentique (Seybou S, 2021, p 169). Ce document élargit la zone touarègue dont les groupes touaregs « demandent la restitution sans condition », à toute la bande sud du pays pourtant peuplée de non-touaregs⁶ et considérée comme étant sous administration touarègue avant l'arrivée des Français (Dominique C, 1995, p 243). Alors que le MNJ (Mouvement des Nigériens pour la Justice) lui s'est surtout intéressé à la redistribution équitable des retombées d'uranium exploité dans l'Aïr. D'un mouvement irrédentiste au départ avec la première rébellion, on est passé à une revendication économique avec le MNJ, avec en toile de fond une meilleure répartition des retombées de l'uranium entre les populations de l'Aïr, l'État central et les acteurs extérieurs.

Outre les rébellions animées par certains groupes touaregs du nord-Niger, le pouvoir central a souvent fait face à une instabilité politique provoquée par de coups de force militaire ou de tentatives de coups de force. Dans ce sens, la situation sociopolitique du Niger est marquée à la fin de la décennie 2000 par un climat délétère entre le régime du Président Tandja Mamadou et l'ancienne puissance colonisatrice, la France par rapport à la politique de diversification des partenaires nigériens en matière d'exploitation uranifère. Cette situation a significativement contribué à l'instabilité des institutions de la République du Niger surtout à partir de la fin de l'année 2009.

1.2. Les péripéties d'un Putsch militaire

Au cours de l'année 2009, répondant aux déclarations radiodiffusées d'une partie des populations nigériennes, le Président Tandja a déclaré « *Le peuple demande que je reste, je ne peux pas rester insensible à son appel* » (Emanuel G, 2010 : 136). Il s'agissait pour le Président du Niger, à quelques mois de la fin de son second mandat, de remettre en cause le caractère intangible des dispositifs

⁶ Ce sont les quatre régions du pays comprises entre l'extrême sud-ouest et l'extrême nord-est et sud-est déjà citées ci-haut, qui devraient passer sous contrôle politico-administratif des groupes touaregs.

constitutionnels du 09 août 1999. Si l'usure et l'enlisement ont contribué à emporter le régime Diouri le 15 avril 1974, celui de Tandja, après dix ans d'exercice ne présentait apparemment pas de signe d'essoufflement, malgré les difficultés économiques et les frictions internes qui ont assailli son second mandat. L'intention de Tandja de se maintenir au pouvoir serait motivée par une augmentation exponentielle du prix de l'uranium qui a passé de 21000 fcFa/kg en 2003 à 55000 fcFa/kg en 2008 (Seybou S, 2021, p 411). À l'image du coup d'État militaire perpétré contre Diouri, la question de l'uranium n'est vraisemblablement pas étrangère au renversement du régime Tandja. Les discussions annuelles entre Areva et le gouvernement nigérien qui devaient avoir lieu au début du mois de février 2010, avaient été reportées d'un mois à cause de l'intransigeance du pouvoir par rapport à une augmentation conséquente du prix du minerai. Ce qui a conduit à établir un parallèle avec le coup d'État de 1974 où les autorités étaient dans la même situation avec la France (Emanuel G, 1999, p 223). La similarité des contextes politiques qui ont précédé les deux coups d'États militaires est décrite ainsi :

...La signature du Président Tandja valait 15 000 milliards de francs! Nos options étaient limitées. C'était peut-être la situation dans laquelle Diouri Hamani s'était trouvé en 1974 quand la question de l'uranium du Niger fut posée pour la première fois [...].Le coup d'État survint le 18 Février, 24 heures [sic] après l'arrivée de la délégation iranienne à Niamey. 48 heures après leur venue, les Iraniens quittent Niamey...⁷

Compte tenu de la longue tradition d'ingérence dans la vie politique nigérienne, sommes-nous en droit de nous interroger sur les liens que les putschistes nigériens pourraient avoir avec la France? Les principales raisons de ce coup d'État militaire ont fait l'objet de plusieurs analyses de la part des milieux intellectuels et politiques nationaux et internationaux. Rappelons que ce putsch est intervenu dans un contexte de crise politique marquée par un passage forcé

⁷ Barmou Salifou, Barmou42@yahoo.fr, consulté le 29/08/2022

du pouvoir en place, après dix ans de règne, d'une V^{ème} à une VI^{ème} République. Ce coup d'État s'est également produit dans un climat assez tendu entre le président nigérien et les responsables de la multinationale française, Areva, qui intervenait dans le domaine des industries extractives nigériennes, depuis le début des années 1960. Ces idées viennent étayer un concours de circonstances troublantes qui laisse penser à une complicité des puissances occidentales, la France surtout, en faveur du putsch. La chute du régime Tandja n'était apparemment pas une si mauvaise affaire pour Areva. Car même après l'inauguration d'Imouraren en mai 2009, le Président nigérien avait engagé un bras de fer contre la France et Areva, et continuait également de se rapprocher de la Chine. Comme Diori, Tandja a été renversé à un moment où il a engagé un bras de fer contre la France, en vue de la revalorisation de l'uranium, non seulement à travers une augmentation conséquente du prix du minerai, mais aussi par la diversification des partenaires extérieurs du pays. De plus, un constat portant sur la scène politique nigérienne et au-delà, a permis de se rendre compte qu'à chaque fois que les intérêts stratégiques locaux de l'ancienne métropole sont menacés, les élites politiques au pouvoir ont payé d'un lourd tribut, les conséquences d'une telle situation. Le Niger était à ce titre, couramment considéré dans les chancelleries étrangères comme une espèce de chasse gardée économique de la France, en un mot, où les régimes étaient installés et/ou chassés, depuis les années 1950, par la France en fonction de ses intérêts locaux⁸. En tout état de cause, ce putsch perpétré contre Tandja constitue une illustration du dysfonctionnement de l'État africain postcolonial dont les objectifs qui ont présidé à sa création seraient en contradiction avec les intérêts et/ou les réalités locales.

Même si en revanche, la comparaison n'est pas aisée pour tous les cas, bien qu'en Afrique chaque putsch constitue une nouveauté en soi, les régimes militaires du continent noir révèlent une remarquable similitude au niveau des causes et des motivations qui soutiennent leurs actions. Les coups d'État en tant que prises du pouvoir ou tentatives de prise du pouvoir par la force ou la menace

⁸ Le Monde du 18 avril 1974

d'usage de la force sont des mécanismes de régulation politique face à des rouages institutionnels en crise au plus haut sommet de l'État (Kimba I, 2011, p 10). Pour le cas du Niger, ils constituent souvent une réponse militaire à une crise de gouvernance sur fond de conflit sociopolitique et des enjeux rentiers dans lesquels sont impliqués plusieurs fois des acteurs extérieurs.

2. Les enjeux géostratégiques de l'uranium au Niger

En tant que matière première stratégique de premier ordre, l'uranium attire la convoitise des grandes puissances mondiales, la France en particulier dès le lendemain de la Seconde Guerre mondiale. En 1961, à l'initiative du Président français le Général de Gaulle, le Niger et la France ont signé des accords de défense et de coopération militaires basés sur les ressources stratégiques : l'uranium. C'est pourquoi les premières conventions minières du Niger notamment celles des années 1967 et 1968 et souvent même après, ont été élaborées conformément à l'esprit des textes se rapportant aux matières premières stratégiques, contenus dans les accords pré indépendance (Seybou S, 2021, p 221). Ces conventions ont constitué les fondements juridiques à la mise en exploitation de l'uranium nigérien. Ce dernier a mis le Niger au centre des enjeux géopolitiques internationaux, marqués par des adversités politiques et idéologiques entre les puissances occidentales et certains groupes d'États composés surtout de nations émergentes. Au Niger, les enjeux liés à l'exploitation de l'uranium ont été l'objet d'intenses activités diplomatiques au cours de la décennie 2000.

2.1. Le contexte diplomatique nigérien au cours de la décennie 2000

Pour mieux comprendre les relations entre le Niger et les Occidentaux au cours des années 2000, il est important d'expliquer le contexte diplomatique du pays sur le plan économique. En effet, à la faveur du nouveau boom d'uranium qui se dessine à partir de l'année 2003, plusieurs entreprises étrangères se sont affluées au Niger à la recherche de permis miniers. Dans le cadre de la diversification des partenaires nigériens, un nombre important de permis miniers avait

été accordé par le régime en place dès l'année 2005, à des sociétés étrangères chinoise, canadienne, indienne et australienne. La position de quasi-monopole du groupe AREVA s'est donc trouvée menacée par l'octroi de nombreux titres miniers à de nouvelles entreprises étrangères. Cette situation a provoqué un rafraîchissement des relations diplomatiques entre le Niger et la France. Le refroidissement des relations entre les deux pays est surtout perceptible à travers le report répétitif de signature de convention portant attribution du plus grand gisement d'uranium du Niger, celui d'Imouraren (un milliard d'euros d'investissement et 5000 tonnes d'uranium/an) à AREVA (Mahaman S. A, 2013, p 6). Le groupe français a besoin de garantir aux acheteurs de ses centrales nucléaires du combustible à long terme. Mesurant l'enjeu, Mamadou Tandja revendique 40% du capital de la société (contre 33% proposés par AREVA) et un engagement du groupe pour la construction d'une voie ferrée facilitant le transport du métal jaune vers le port de Cotonou au Bénin (Mahaman S. A, 2013, p 4). Au cours de la même période, la Chine était en passe de devenir le second partenaire commercial après la France avec la présence de plusieurs de ses entreprises à la recherche de nouveaux permis miniers. Le 14 juillet 2006 l'ambassadeur de Chine à Niamey a signé avec les autorités du Niger l'entrée de la CNUC (*China Nuclear Uranium Corporation*) dans le permis de Teguidda N'Tessoum et de Madaouela, zones également situées dans l'Aïr (Raphaël G, 2012, p 106). Du fait du nouveau contexte de concurrence mondiale et la détermination des autorités du Niger par rapport à la diversification des partenaires, Areva ne peut donc plus dicter sa loi dans le secteur minier du pays comme par le passé. La Chine constitue désormais une alternative que le président Tandja va habilement utiliser pour faire monter les enchères, mais aussi le Canada dont la société Goviex entend exploiter le gisement de Madaouela découvert depuis 1963 et auparavant attribué à la Cogema qui ne l'a pas mis en valeur (Emanuel G, 1999, p 221). En brandissant la menace chinoise, le président Tandja s'était mis dans une position de belligérance à l'égard de la France dont il affaiblissait l'influence, puisque ce pays apparaissait de plus en plus comme un partenaire à part entière,

donc plus fiable dès le début de son second quinquennat à la tête du Niger, notamment à partir de l'année 2005. Compte tenu de la nouvelle donne, Areva a, cette fois-ci, partiellement cédé sur le prix du minerai, car convoitant *Imouraren* (qui constitue le plus grand gisement d'uranium d'Afrique) dont elle craignait la concurrence chinoise. En 2007–2008, alors que les prix de l'uranium flambaient sur le marché mondial, on avait assisté à un bras de fer entre le Président Mamadou Tandja et Areva d'un côté et l'État français de l'autre. Ainsi, après quelques mois de tractation diplomatique entre les deux pays, les autorités nigériennes ont signé deux accords dont l'un avec Anne Lauvergeon, l'ex patronne de l'entreprise française le 13 janvier 2008 à Niamey et l'autre suite à la visite au Niger de l'ancien président français, Nicola Sarkozy en mars 2009 pour la signature d'une convention d'exploitation du gisement d'Imouraren (Raphaël G, 2012, p 130). Ces accords entérinent formellement la hausse du prix de l'uranium déjà négociée et donnent un agrément à Areva pour la mise en exploitation de l'un des plus grands gisements d'uranium au monde, celui d'Imouraren⁹. Au cours de la décennie 2000 le pays a alors été au centre d'intenses rivalités géostratégiques entre les grandes puissances occidentales et certains pays émergents.

2.2. L'uranium du Niger dans les rivalités géostratégiques mondiales

La fin de l'année 2007 est marquée au Niger par la poursuite tous azimuts de la politique de diversification des partenaires qui a atteint son paroxysme au cours de l'année 2010 avec l'intérêt accordé au gisement d'Imouraren, à la fois, par les Français, les Chinois et les Iraniens dont la proposition à l'État du Niger semblait être plus avantageuse.

La percée de la Chine et l'engagement du Canada et de l'Iran dans le marché extractif nigérien ont suscité une vive préoccupation chez les autorités politiques françaises. Dans ce sens, le *Magazine Challenge* annonçait que l'Élysée s'inquiétait « de la pérennité du

⁹ Il faut préciser que lors de la signature de la convention le début de la mise en exploitation du gisement a été prévu d'abord pour l'année 2009, ensuite reporté en 2012 enfin à une date ultérieure.

partenariat durable entre Areva et le Niger », que Sarkozy voulait y dépêcher un ministre « *afin de dissuader le président Mamadou Tandja de se rapprocher des Chinois et des Iraniens* » (Hubert L, 2010, p 4).

Pour faire face à la détérioration des relations avec les autorités de Niamey, Areva a fait appel à une personnalité française qui a déjà pris part à la politique secrète de la France en Afrique, et plus particulièrement au Niger. Pour cela, l'entreprise a choisi de nommer depuis Paris, un ancien diplomate : Dominique Pin, comme directeur d'Areva NC Niger, afin de renforcer l'influence de la France face à la concurrence de certains pays émergents comme l'Inde et surtout la Chine, ainsi qu'à la résistance du président Tandja (Seybou S, 2021, p 256) Cet ancien diplomate qui était entré dès l'âge de 31 ans à Quai d'Orsay, a été d'abord affecté au Québec, puis au Costa Rica, c'est en 1990 qu'il s'est vu confié pour la première fois « les affaires africaines » de la France, en tant que premier secrétaire à l'Ambassade de France au Zaïre (Raphaël G, 2012, p 115), De 1991 à 1995, Pin devient chargé des missions à la Présidence de la République française où il devient responsable en second de la « Cellule Afrique » de l'Élysée.

La concurrence pour l'accès à l'énergie nucléaire entre la France et les autres puissances a résulté en revanche, d'un besoin mondial en uranium de plus en plus croissant. Ce besoin mondial en métal jaune produit deux effets qui tendent à se renforcer. Ainsi, d'un point de vue géostratégique, il s'établit un antagonisme entre les puissances nucléaires pour l'accès aux ressources du pays. Cet antagonisme qui a désormais deux principaux protagonistes, met en conflit deux groupes différents d'acteurs extérieurs. D'un côté, la France, l'ancienne puissance tutélaire, qui comptait garantir en aval, sa sécurité électrique et son rang de premier leader mondial en termes de nucléaire civil, et tributaire de sa position acquise en amont au Niger depuis plus de quatre décennies. De l'autre côté, ce privilège est de plus en plus remis en cause par la présence dans le pays d'autres puissances émergentes d'Asie, les plus poussées par les énormes défis en énergie, engendrés par une forte explosion

démographique et une industrialisation croissante. La percée de la Chine qui a ouvert sa première centrale nucléaire au cours de l'année 1991, représente cette nouvelle donne mondiale du minerai. Premier pays consommateur au monde en énergie devant les États-Unis, la Chine envisageait depuis quelques années, de développer considérablement son parc électronucléaire, d'où un intérêt particulier accordé aux pays africains riches en uranium (Raphaël G, 2012, p 107). Cette situation amplifia la concurrence entre la France et la Chine, à propos de l'uranium nigérien. Au début de l'année 2010, le président Tandja a prévu une visite officielle en Iran après le retour prochain d'une délégation venant de ce pays et qui devrait séjourner à Niamey le 16 février 2010. L'Iran, outre l'installation d'une centrale nucléaire sur son sol, compte également poursuivre son programme d'enrichissement d'uranium à des fins militaires. L'engagement de l'Iran vis-à-vis du métal jaune nigérien est illustré ainsi :

Début février 2010, la situation était la suivante : Areva nous proposait 1,4 milliards d'euros et 10% de participation pour Imouraren. Les Chinois 3,9 milliards et 30% de participation et les iraniens 5,5 milliards d'euros et 66% de participation pour l'État nigérien et 33% pour les intérêts iraniens. La seule condition des Iraniens était l'exclusivité de l'achat de l'urate qui sera produit par le partnership. Dans le pipeline, une offre entre 17 et 22 milliards d'euros (plus de 14 000 milliards de francs CFA, soit 10 fois l'offre des Français) a été proposée par les monarchies du Golfe. [...]. Faisant fi de l'avis de nombre de nos compatriotes à l'intérieur comme à l'extérieur du pays-le Président Tandja Mamadou décide alors de recevoir la délégation iranienne qui devait séjourner à Niamey à partir du 16 Février. L'Iran voulait l'accès à l'uranium du Niger pour leur controversé programme nucléaire ; de même que les pays du Golfe à des fins militaires. [...]. Ce à quoi les ennemis jurés de l'Iran, les États-Unis et Israël étaient farouchement opposés. Subitement notre pays se trouve dans l'œil du

cyclone, en plein centre du conflit au Moyen-Orient [...] ¹⁰.

Après les accords sur le prix du kg d'uranium, la crise entre le pouvoir nigérien et la France n'est jusque-là pas terminée. En effet, le contentieux relatif à l'attribution du gisement d'uranium d'Imouraren reste encore en suspens, tandis que les négociations avec les entreprises chinoises ont déjà débouché depuis novembre 2007, sur l'attribution à la CNUC (*China Nuclear Uranium Corporation*) devenue Sino-Uranium, du gisement d'Azelick (Raphaël G, 2012, p129). Ce qui a constitué un facteur supplémentaire de refroidissement des relations entre le Niger et certaines puissances occidentales comme la France et les États-Unis dont les relations avec l'Iran étaient déjà conflictuelles depuis les années 1950 (Seybou S, 2021, p 274). Les relations entre les deux États doivent en effet être considérées au regard d'un passif historique assez controversé qui avait provoqué un climat de méfiance difficile à dépasser. Le régime révolutionnaire iranien affiche un sentiment anti-américain et anti-israélien, au point de nommer les États-Unis de "grand Satan", incarnation du mal, et Israël de "petit Satan" (Julien M, 2013, p 10). Du fait des événements antérieurs le rapprochement diplomatique du régime de Niamey avec l'Iran a certainement provoqué un mécontentement, voire une colère des puissances occidentales.

Comme Diori et Kountché¹¹, le Président Tandja a subi de la part des Occidentaux, d'énormes pressions diplomatiques, dans le cadre de la diversification des partenaires nigériens surtout lorsqu'il s'est intéressé à des pays comme l'Iran, et à la consolidation de ses relations commerciales avec la Chine dans le domaine particulier et très envié des industries extractives. Alors que la politique d'accaparement de la France sur les ressources uranifères nigériennes reste toujours vivace. Chaque fois que cette politique est menacée, l'ancienne métropole peut faire toujours recours à ses anciens réseaux de déstabilisation du pays.

¹⁰ Barmou Salifou, Barmou42@yahoo.fr les milliards du Golfe, consulté le 29/05/2023.

¹¹ Général Seyni KOUNTCHÉ fut le deuxième président de la République du Niger, il a accédé au pouvoir par un coup d'État militaire le 15 Avril 1974 en plein tiraillement entre le régime de Diori HAMANI et la France sur la revalorisation du prix de l'uranium.

En revanche, dans un contexte international marqué depuis les années 1970 par la recherche de matières premières stratégiques (l'uranium), les puissances occidentales et les pays émergents (la Chine) ont transformé certains pays du Tiers-monde à l'instar du Niger en un vaste champ de manœuvres politico-idéologiques où se déploient au quotidien des conflits d'intérêts multiples et multiformes.

Conclusion

Si de nombreuses considérations historiques incitent à croire que les conflits armés dans le nord du Niger ainsi que les putschs militaires constituent des phénomènes indissociables de la stratégie impérialiste de la France à cause surtout des craintes que peut susciter l'afflux dans cette zone, de nouveaux investisseurs étrangers (chinois, indiens, canadiens, australiens, etc.), il importe de souligner que ces conflits sont liés au caractère fragile de l'État africain postcolonial qu'incarne ce pays sahélien. L'uranium met l'État du Niger au centre de rivalités entre certaines puissances occidentales comme la France et des États asiatiques à l'instar de la Chine. Du fait des enjeux de plus en plus complexes que suscite le minerai uranifère peut-on dire que son exploitation est un bonheur pour le Niger ?

Bibliographie

André B. « Sahara: espace géostratégique et enjeux politiques (Niger) » in *Autrepart*, IRD, Éditions de l'Aube, 2000, pp : 21-46.

Aurélié C. 2007 *Une démarche Top-Down/Bottom-Up pour l'évaluation en termes multicritères et multi-acteurs des projets miniers dans l'optique du développement durable ; application sur les mines d'uranium d'Arlit (Niger)*, thèse de Doctorat en Sciences économiques de l'Université de Versailles.

Dominique C, « Les amis français de la ‘cause touarègue’ », in *Cahiers d'études africaines*, vol. 35, n°137, la démocratie déclinée, 1995, pp. 237-250.

Emmanuel G, 2010 *Touaregs du Niger*, Paris, Karthala.

Emmanuel G, 1999 *Les Touaregs du Niger : le destin d'un mythe*, Paris, Karthala.

Hubert L, « L'Élysée s'inquiète pour les positions d'Areva au Niger » in *Challenge* du 9 février 2010, pp : 1-8.

Julien M. 2013 *L'action des États-Unis envers la République islamique d'Iran*, Bruxelles, Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation (CPCP).

Kimba I, « Armée et Politique au Niger » in *CODESRIA*, 2011, pp : 1-22.

Le Monde du 18 avril 1974

Lawel C. K, *Rébellion touareg au Niger : Raison de la persistance du conflit et tentatives de solutions*, Paris, Harmattan, 2010, 25 p.

Mahaman S. A., 2013, *Le défi de la construction étatique : éléments de réflexions basées sur la crise sécuritaire dans l'espace sahelosaharien*.

Mamoudou D. « Rébellion touarègue et question saharienne au Niger », in *Autrepart*, n°23, Paris, Cedex, 2002, pp : 135-156.

Mamoudou G. « Mobilisations citoyennes et émergence

de l'espace publique au Niger depuis 1990 », in *Sociétés africaines en mutation : entre individualisme et communautarisme* Volume 39 numéro 2, 2008, pp : 19-37.

Philippe H. « Le rôle des ressources naturelles dans les conflits armés africains » In *Hérodote* n° 134, la Découverte, 3^e trimestre 2009, pp 63-79.

Pierre Marie D. et Souleymane A, (1995) *La rébellion touareg au Niger : acte des négociations avec le Gouvernement*, Bordeaux, Centre d'Étude d'Afrique noire (CEAN), 64 p.

Raphael G, (2012) *Areva en Afrique : une face cachée du nucléaire français*, Marseille, Agone.

Seybou S, a (2021) *L'uranium dans les relations extérieures du Niger de 1960 à 2010*, Thèse de Doctorat en Histoire des relations internationales, Université Abdou Moumouni de Niamey.

Seybou S, b (2021) « Les enjeux des revendications territoriales de la Rébellion Touareg au Niger (1991 et 2007) », in *Mu Kara Sani, N° spécial, décembre 2021* Université Abdou Moumouni de Niamey, Institut de Recherches en Sciences Humaines (IRSH), Acte du Colloque international sur le Sohey, pp : 165-179

Seybou S, « impact socioéconomique de l'exploitation de l'uranium au Niger de 1971 au début des années 1990 », in *MUKARA SANI*, n° 15, 2022, pp : 149- 163.

Yao GNAMIEN (2014), *L'industrie minière face aux évolutions sociétales : quels impacts des attentes des populations et des collectivités locales sur le développement des projets miniers*, thèse de Doctorat, ENSM, Paris.

Yvan G et Mathieu, P. 2017, *Les relations entre pouvoir central et périphéries sahéniennes au Niger et au Mali*, Paris, Institut Français des Relations Internationales (IFRI) et Institut des Recherches Stratégiques de l'École Militaire (IRSEM).



Les sites Web consultés

Barmou Salifou, Barmou42@yahoo.fr, les milliards du Golfe, consulté le 29/05/2023.

www.afri-ct.org/IMG/pdf/11_Bedzigui_Afrique.pdf, « Les conflits en Afrique, une résolution improbable » consulté ce 16/08/2022.

[Http: //m-n-j.blogspot.com/2007_04_15_archive.html](http://m-n-j.blogspot.com/2007_04_15_archive.html), le Mouvement des Nigériens pour la Justice, consulté le 23 août 2022.